



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Mercredi 23 octobre 2013  
Numéro 447

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

## Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Riyad et Washington:  
des divergences qui se  
transforment en conflit*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Pas de séance aujourd'hui et  
Joumblatt critique la position  
de Siniora.*

*Le chef de l'Etat «n'est pas de  
ceux qui présentent des preuves».*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Bandar menace Washington*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Riyad sort de son silence  
à l'égard de Washington*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Les «Amis de la Syrie»: pas de place  
pour Assad dans l'avenir*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*La réponse, cinglante, de Sleiman à  
Assad. Quand Bachar fait l'autruche*

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

*Washington: la crise en Syrie  
ne se règle pas par la guerre  
mais par l'entente*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*La réunion de Londres: pas d'avenir  
pour Assad au pouvoir en Syrie*

## L'événement

### *Les miliciens de Tripoli s'en prennent aux écoliers*

Les milices qui prennent en otage Tripoli et ses habitants continuent d'entretenir la tension en provoquant des affrontements meurtriers qui ont fait de nombreuses victimes et paralysé la vie. Dernier épisode en date, le mitraillage d'un bus scolaire, ce mercredi, dans la région de Riva, qui a fait deux blessés parmi les écoliers, selon la chaîne de télévision OTV.

Pendant ce temps, l'armée a renforcé ses patrouilles dans la rue de Syrie, qui sépare les quartiers rivaux de Bab el-Tebbané et Jabal Mohsen. Mais malgré ce déploiement militaire, les tirs sporadiques, notamment de la part des snipers, se poursuivent sur plus d'un front. La violence des accrochages a conduit à la fermeture de la plupart des écoles de la ville mercredi et poussé à l'exode des familles des deux quartiers vers d'autres secteurs de Tripoli. Selon des sources de sécurité, les violents combats qui ont éclaté lundi soir, au cours desquels des roquettes et des obus de mortiers ont été tirés, ont fait deux morts, dont un adolescent de Jabal Mohsen, et une trentaine de blessés.

Les affrontements ont commencé au moment où était diffusée sur la chaîne de télévision panarabe al-Mayadeen une interview du président syrien Bachar al-Assad.

Mercredi à l'aube, des miliciens de Bab Tebbané ont lancé un assaut contre Jabal Mohsen, sans parvenir à avancer. Les combattants du Jabal ont également tenté une percée qui a été repoussée. L'Armée libanaise a dirigé un feu nourri vers la source des tirs indépendamment de son origine. Dans un entretien accordé au quotidien Al Joumhouria, le chef du Parti arabe démocratique (PAD, 8-Mars), Rifaat Eid, a nié la responsabilité de sa formation dans la flambée de violence qui a éclaté lundi soir. Il a accusé «des groupes armés sous la bannière du Courant du futur» d'être derrière la reprise des combats, précisant que «les feux d'artifice tirés par des enfants à Jabal Mosen (pour saluer l'apparition télévisée d'Assad) ne peuvent pas être une raison suffisante pour être considérés comme une provocation» par les miliciens de l'autre bord.

M. Eid a affirmé qu'il n'y a pas de plan de sécurité à Tripoli pour «juger de son succès ou de son échec». Les propos du chef du PAD interviennent alors que le Premier ministre démissionnaire, Najib Mikati, originaire de Tripoli, a annoncé avoir examiné hier le plan de sécurité de Tripoli avec le ministre de l'Intérieur Marwan Charbel, afin d'en «combler les lacunes».

La reprise des combats à Tripoli s'est accompagnée de la chute, lundi soir, sur la ville de Hermel (Est du Liban) de quatre roquettes tirées par des rebelles syriens à partir de l'intérieur de la Syrie. Selon des sources bien informées et des habitants de la région, le Hezbollah a riposté aux sources de tirs en bombardant les rampes de lancement de ces roquettes sur le versant syrien de la chaîne de montagne de l'Anti-Liban.

## ILS ONT DIT...

### Al Joumhouria

Le président du Parlement, Nabih Berry, a exprimé son mécontentement au sujet des prétextes avancés pour justifier le boycottage par certaines parties de la séance parlementaire législative tenu à l'ombre d'un gouvernement démissionnaire. Il a rappelé à cet égard que l'accord de Taëf a été voté par le Parlement alors qu'il n'y avait même pas de gouvernement dans le pays, de même que l'accord du 17 mai avec Israël a été aboli à l'ombre d'un gouvernement démissionnaire. «Faut-il considérer que l'accord du 17 mai est toujours en vigueur?» s'est-il interrogé.

M. Berry a déclaré que la démission du Premier ministre et du gouvernement ne doit pas aboutir à la paralysie du Conseil des ministres et du Parlement et ne doit pas lier les mains du président de la République. «Cela est inacceptable, a-t-il martelé. J'ai dit (au Premier ministre démissionnaire) Najib Mikati et à (l'ancien chef du gouvernement) Fouad Siniora qu'il s'agissait d'une dictature masquée que je n'accepterais pas».

Et M. Berry de poursuivre: «L'autre camp a testé ma flexibilité mais il fait semblant d'oublier ma solidité. En écoutant les accusations selon lesquelles je suis en train d'exécuter les instructions du Hezbollah, je me rends compte à quel point ce parti est victime de l'injustice.»

### An Nahar

Le chef du parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, a critiqué le président du bloc parlementaire du Courant du futur, estimant que sa position au sujet de la séance législative «est négative, peu encourageante et inappropriée». Il a en revanche salué l'attitude du président de la Chambre, Nabih Berry, «qui a le souci permanent d'aboutir à une entente et on ne peut que le lui reconnaître ».

MM. Joumblatt et Berry se sont concerté hier au téléphone au sujet de la séance parlementaire prévue ce mercredi et le chef du Législatif lui a communiqué à cette occasion la tenir de sa dernière rencontre avec M. Siniora.

### Al Qabas (Quotidien koweïtien)

Des sources proches de Damas à Beyrouth ont fait état de «nombreux mystères» entourant la libération des otages libanais d'Aazaz, les deux pilotes turcs au Liban et les détenues dans les prisons syriennes. Les dirigeants syriens estiment que la Brigade de la tempête du nord, qui détenait les pèlerins libanais et qui a mis la liste des détenues syriennes, n'existe plus, et les forces de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont pris sa place. Faut-il, par conséquent, livrer les prisonnières à l'EIIL ou régler cette question dans le calme et la précision? s'interrogent les sources.

Cependant, des opposants syriens basés à Beyrouth ont accusé de «traîtrise» le régime syrien qu'il n'a pas respecté son engagement de libérer les détenues, précisant que la liste avait été établie par l'Armée syrienne libre (ASL) et non pas par la brigade de la tempête du nord. Si le régime syrien avait réellement voulu les libérer, il aurait pu les remettre à la Croix-Rouge internationale. Toutefois, ces opposants syriens reconnaissent que la situation des otages libanais était devenue critique car les forces de l'EIIL ne se trouvaient plus qu'à trois kilomètres de leur lieu de séquestration.

### As Safir

Le directeur de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, a de nouveau visité Damas hier pour suivre l'affaire de l'enlèvement des deux évêques et il pourrait prochainement multiplier ses déplacements dans la capitale syrienne à cet effet.

L'affaire des deux évêques est inscrite en tête des priorités du commandement syrien, de même qu'elle est suivie avec grand intérêt par des milieux officiels et sécuritaires locaux et par des parties régionales et internationales.

Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a déclaré que les évêques grec-orthodoxe et syriaque-orthodoxe d'Alep, Boulos Yazigi et Youhanna Ibrahim, sont détenus non loin de l'endroit où étaient incarcérés les neuf otages d'Aazaz, dans une banlieue d'Alep. Le ministre a qualifié «d'importantes» les informations sur les deux prélatés dont dispose l'Etat libanais.

**Béchara Raï, patriarche maronite**

“La communauté internationale cherche à montrer, au monde entier, que chrétiens et musulmans sont incapables de vivre ensemble et que toute coexistence interculturelle et interreligieuse est impossible, alors que ces derniers portent une culture commune âgée de 1400 ans. Cette politique a toutefois réussi à fomenté la guerre entre les musulmans modérés et extrémistes du Moyen-Orient. Nous tenons en haute estime la position de la Russie - Eglise et Etat- quant à la nécessité de mettre un terme à la guerre syrienne et de sauvegarder la présence chrétienne. Les chrétiens d'Orient ont besoin de paix et de stabilité. Les pays occidentaux doivent cesser d'attiser le conflit en Syrie par l'envoi d'armes.

**Ibrahim Kanaan, député du CPL**

“Il est nécessaire de poursuivre les discussions avec le président de la Chambre et les autres blocs afin de relancer les séances législatives, surtout que plusieurs dossiers importants sont en suspens. Les accusations lancées contre le ministre des Télécoms sont honteuses. Les services de sécurité obtiennent toutes les données téléphoniques qu'ils demandent. Le ministère des Télécoms a répondu à toutes les demandes qui lui étaient adressés. La campagne menée contre Nicolas Sehnaoui s'inscrit dans un contexte politique.

**Achraf Rifi, ancien directeur des FSI (14-Mars)**

“Le régime syrien a pris l'habitude de tuer les victimes et de participer à leur enterrement, avant de devenir l'enquêteur et le juge du crime pour dissimuler les preuves. Aucun crime de cette envergure n'aura généré autant de preuves et d'indices concrets qui inculpent Michel Samaha. La justice libanaise s'est prononcée et nous attendons que le tribunal aille jusqu'au bout dans cette affaire pour dénoncer tous les coupables.

## **Cent mille Syriens naitront au Liban cette année**

*Le quotidien libanais Al Liwaa rapporte que le nombre de naissances de Syriens au Liban pourrait atteindre, cette année, les 100000. Rappelons que plus d'1,5 millions de syriens, des réfugiés en majorité, se trouvent au Liban. Leur nombre pourrait dépasser les 2 millions début 2014.*

## **Abbas rencontre Assad**

*Le directeur général de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, a rencontré en Syrie le président Bachar el-Assad afin de discuter de l'affaire des deux évêques syriens enlevés à Alep, rapporte la chaîne LBC.*

## **La séance parlementaire reportée au 20 novembre**

*La séance parlementaire censée se tenir mercredi et jeudi à l'appel du président de la Chambre Nabih Berry a été reportée au 20 novembre, faute de quorum. Mardi, le chef du bloc du Futur, Fouad Siniora, avait annoncé que son bloc n'allait pas se présenter à cette séance «pour des raisons constitutionnelles».*

## **Quatre Syriens armés arrêtés à Ersal**

*Le site Elnashra.com a rapporté que l'Armée libanaise a arrêté, ce mercredi, quatre Syriens qui tentaient d'entrer illégalement à Ersal avec leurs armes. Les soldats ont confisqué quatre fusils-mitrailleurs AK47 et des munitions.*

# An Nahar

## *Samir Mansour, journaliste libanais indépendant*

Tammam Salam a pulvérisé tous les records de longévité en tant que Premier ministre désigné pour former le gouvernement, il y a sept mois, alors que la situation interne et régionale fait du surplace.

Les efforts de M. Salam pour former un nouveau gouvernement se sont compliqués depuis les nouvelles prises de positions du chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt. Ce dernier a appelé à l'abandon de la formule dite des 3x8 (Huit ministres pour le 8-Mars, huit pour le 14-Mars et autant pour les centristes) et a appuyé un cabinet de 9-9-6 (Neuf ministres pour le 8-Mars, neuf pour le 14-Mars et six pour les centristes), rejeté par le 14-Mars, qui refuse d'accorder le tiers de blocage au 8-Mars ou à son propre camp.

Les complications ne proviennent pas seulement du repositionnement de M. Joumblatt. Les milieux qui suivent de près les démarches pour la formation du gouvernement attendent une position tranchée du président de la République, qui a semblé hésiter, dernièrement, à accepter la formule des 3x8, que M. Salam continue de préférer. Michel Sleiman n'est plus enthousiaste à cette formule, surtout depuis que M. Joumblatt a changé d'avis. Le chef de l'Etat appelle désormais à la formation d'un gouvernement politique dans lequel toutes les parties sans exception seraient représentées. M. Sleiman rejoint en cela des positions américaines et européennes qui conseillent la formation d'un cabinet au sein duquel seraient représentées toutes les tendances et ressemblerait à une mini-table de dialogue. Ces pays estiment qu'il s'agit de la meilleure formule, dans les circonstances actuelles, pour permettre au Liban d'affronter les répercussions de la guerre qui s'intensifie en Syrie.

Au-delà de ces informations, certains affirment, dans des salons privés, que les dossiers du gouvernement et de l'élection présidentielle sont désormais liés, en raison de «marchandages» qui auraient commencé autour de l'échéance présidentielle et de tentatives visant à «sonder» les parties concernées au sujet, notamment, de l'éventuelle prorogation du mandat de Sleiman. Les «mauvaises langues» affirment même que la discussion porte désormais sur la durée de la prorogation (2 ou 3 ans). Les mêmes sources expriment leurs craintes de voir la question de la présidentielle passer en tête des préoccupations, devant la formation du gouvernement, et concluent en mettant en garde contre un vide en cas de non formation de gouvernement et de non élection présidentielle.

## **Ria Novosti** (Agence de presse russe)

Le Conseil Russie-Otan (CRO), réuni mercredi au niveau des ministres de la Défense de la Russie et des 28 pays de l'Otan, soutient résolument l'idée de tenir en novembre la conférence Genève-2 consacrée à la Syrie, a annoncé le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen.

«Nous soutenons totalement l'idée de convoquer cette conférence», a-t-il déclaré à l'issue de la réunion du CRO à laquelle participait le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou. Selon M. Rasmussen, les membres du Conseil Russie-Otan espèrent que la nouvelle conférence sur la Syrie «frayera une voie vers le règlement politique de ce conflit tragique».

La conférence Genève-2, censée reprendre les lignes de l'accord international signé à Genève le 30 juin 2012, doit réunir à une même table des responsables du régime syrien et de l'opposition pour essayer de trouver une solution politique négociée entre Damas et la rébellion. La tenue de la conférence, prévue le 23 novembre, risque d'être de nouveau reportée suite au refus de la principale force de l'opposition, le Conseil national syrien, de prendre part à ce forum.

Les membres du Conseil sont par ailleurs prêts à fournir si nécessaire leur aide à l'Onu et à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), deux organismes engagés dans le démantèlement des arsenaux chimiques en Syrie, a déclaré Rasmussen. «Tous les membres du Conseil Russie-Otan accorderont une aide technique nécessaire aux Nations unies et à l'OIAC en cas de besoin», a indiqué M. Rasmussen. Soixante inspecteurs de l'OIAC et de l'Onu se trouvent actuellement en Syrie et vérifient les informations concernant les sites chimiques fournies par le gouvernement syrien. Sous contrôle des inspecteurs, dont le nombre s'élèvera prochainement à 100 personnes, les autorités syriennes ont entamé la destruction de munitions et d'équipements servant à fabriquer des armes chimiques. Selon les Nations unies, la Syrie compte près d'un millier de tonnes d'agents chimiques.